

# Paléστine33

Groupe local  
AFPS

فلسطين

mars/avril 2015 - n° 121

focus

Alors que les trois assassins djihadistes de janvier à Paris n'ont à aucun moment de leur équipée fait allusion à la Palestine, les soutiens à Israël ont largement occupé les médias, en se focalisant de façon parfois hystérique sur le thème de l'antisionisme comme synonyme de l'antisémitisme.

**PARLER DE LA PALESTINE EN CE MOMENT PARAÎT PRESQUE HORS-SUJET.** Les tueurs islamistes de Paris, dans leur formidable intelligence, ont offert aux zéloteurs d'Israël d'immenses boulevards médiatiques, que ceux-ci ont fébrilement arpentés tout au long de cette phase étrange. Prétendre discuter la formule massivement assénée de la propagande pro-israélienne « l'antisionisme n'est qu'un masque de l'antisémitisme » relevait presque de la dissidence antipatriotique. Certes les motivations antisémites des djihadistes, particulièrement dans l'attaque du magasin casher de la Porte de Vincennes, sont irrécusables. Mais quelle solidarité ont-ils explicitement manifestée pour le peuple palestinien ? Ont-ils justifié leurs actes par le combat contre l'occupation et la colonisation de la Palestine, contre l'oppression que subissent quotidiennement les Palestiniens, contre la politique d'apartheid menée par Israël, ou contre la présence, au mépris de toute légalité internationale, de milliers de Palestiniens dans les prisons israéliennes ? Visiblement la



## CHARLIE EN JANVIER : BLACK-OUT SUR LA PALESTINE

Palestine ne les préoccupait guère. C'est pourquoi l'amalgame systématique antisémitisme-antisionisme, la dénonciation quasi obsessionnelle de l'antisionisme comme simple synonyme de l'antisémitisme et « par conséquent » comme cause profonde des crimes de janvier, s'ils ne sont guère surprenants de la part d'un certain nombre de tartuffes omniprésents dans des médias plus que complaisants, sont pour nous totalement inacceptables.

**NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN EST POLITIQUE.** Elle concerne tout individu conscient des méfaits du colonialisme, du racisme et du nationalisme, particulièrement lorsque celui-ci se développe sur de fallacieuses bases ethno-religieuses. Elle concerne tous ceux qui veulent la justice et le respect des règles et décisions internationales. Cette solidarité implique nécessairement une critique circonstanciée de la politique menée par un État qui, dès son origine, a pratiqué le nettoyage eth-

nique et la violence militaire contre un peuple considéré comme naturellement inférieur. Cette solidarité se heurte évidemment à des Juifs, mais comment faire autrement ? Les Israéliens sont majoritairement des Juifs, qui sont eux-mêmes majoritairement des sionistes rêvant sur tout l'espace de la Palestine historique d'un État juif débarrassé de toute population non juive.

Nous nous opposons à des Juifs, et il est vrai que, parfois, dans le petit théâtre de la solidarité avec les Palestiniens, des propos, des gestes, des actes (par ignorance, par bêtise, par surenchère, par antisémitisme vrai aussi) ont une dimension antisémite. Dans les associations, nous le savons, certains sont d'abord motivés par la haine des Juifs. Palestine33 a connu il y a une dizaine d'années une scission, qui a vu partir nombre de militants parmi les plus actifs : s'affichant comme des antisionistes absolus, ils masquaient néanmoins difficilement un antisémitisme assez viscéral, marqué pour certains par

un fond manifeste d'antijudaïsme chrétien. Cette partie du mouvement associatif, qui revendique une proximité avec des personnalités plutôt néfastes aux Palestiniens, ne peut que remplir d'aise les ultras d'Israël, confortablement installés dans leurs amalgames les plus malhonnêtes.

### **JOUER SUR LA CONCURRENCE VICTIMAIRE N'EST PAS UNE RÉPONSE POLITIQUE.**

Il n'est donc pas étonnant que nous ayons parfois quelque difficulté à convaincre des gens, qui ne sont pas a priori de mauvaise foi ni hostiles par principe au combat des Palestiniens, mais sont effrayés par des analyses ou des comportements oblitérant les limites entre antisionisme et antisémitisme. Par exemple, l'été dernier lors des rassemblements et manifestations contre les crimes perpétrés par l'armée israélienne à Gaza, il n'était pas si facile de répondre simplement à ceux qui nous accusaient de « soutenir l'agression » contre une synagogue à Paris ou de « [nous] servir de la Palestine pour une fois encore [nous] retourner contre les Juifs qui, ici, ne sont en rien responsables de l'action d'Israël ». Des réactions discutables sans doute, et des propos injustes, mais qui nous obligent aussi d'une certaine manière à examiner avec attention les imbécillités parfois commises au nom de la Palestine. Et malheureusement ce ne sont pas les événements de janvier qui peuvent les neutraliser. Mais d'autre part nous devons affirmer (collectivement et par un discours de bon sens, argumenté, rationnel) aux jeunes qui manifestent avec des pancartes « Auschwitz hier, Gaza aujourd'hui » que

« **Monsieur le Président**, nous venons de vivre une tragédie et beaucoup de citoyens souhaitent le vivre ensemble symboliquement. Or, j'apprends que Avigdor Lieberman (qui avait naguère implicitement appelé à utiliser la bombe atomique sur Gaza), Naftali Bennett (qui s'est vanté d'avoir tué beaucoup d'Arabes) et Benjamin Netanyahu (bourreau de Gaza) s'invitent à cette manifestation ! Il s'agit là d'un insupportable dévoiement du sursaut citoyen qui met en cause la nature même de la manifestation républicaine et la participation de nombreux citoyens.

Je vous en prie, par respect pour le peuple palestinien dont les droits essentiels sont constamment et depuis des décennies violés, par respect pour tous ceux en France qui leur sont solidaire, faites en sorte que ces personnages (qui considèrent de surcroît que les Juifs de France ont leur foyer en Israël et non en France) ne viennent pas polluer la légitime indignation des citoyens et ne les détournent pas de leur but ! À défaut, je pense que ce sont les personnes mêmes que vous dites honorer qui s'en trouveront bafouées et je ne conçois pas que Charlie et ses défunts membres puissent accepter pareille récupération. »

*Lettre envoyée le 10 janvier 2015 à l'Élysée par Geneviève Coudrais, juriste au tribunal Russel pour la Palestine.*

leur slogan est totalement inepte et que jouer ainsi sur la concurrence victimaire n'est en rien une réponse politique à un conflit politique.

Le mouvement de solidarité doit toujours être le plus juste possible sur la question de l'antisémitisme. Il ne suffit pas d'éluider la difficulté en affirmant (avec parfois un peu de suffisance) : « L'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme », « Ce sont les sionistes qui ne cessent d'opérer la confusion antisionistes = antisémites pour mieux défendre la politique israélienne ». Nous avons souvent le plus grand mal à faire reconnaître le message que nous n'avons absolument rien contre les Juifs en tant que Juifs et que notre objectif n'est pas la destruction d'Israël (ce dont en vérité nous n'avons même pas à discuter dans la mesure où les Palestiniens ont accepté un compromis territorial jamais remis en question), mais la liberté, la justice et le droit pour les Palestiniens. Certes, l'opinion

publique a beaucoup évolué depuis quelques décennies ; elle reconnaît désormais que les attentes des Palestiniens sont légitimes et que le grand obstacle à la paix c'est l'État d'Israël lui-même. Mais nous restons démunis, dans les moments d'unanimité émotionnel comme celui que nous venons de vivre, pour répondre aux fantasmes obsidionaux les moins contrôlés et pour démonter les manipulations, les mensonges et les pièges du discours sioniste.

### **SANS VERGOGNE, LES DIRIGEANTS ISRAËLIENS INSTRUMENTALISENT L'ÉVÉNEMENT.**

À vrai dire l'équation : défenseur des Palestiniens équivalant à défenseur des musulmans équivalant à défenseur des islamistes équivalant à défenseur d'assassins ignobles a troublé bien des têtes en ce sinistre mois de janvier. Et lorsque Netanyahu est venu parader à Paris, instrumentaliser la tragédie avec ses cyniques provocations électorales, les protestations des militants et des associations sont restées quasiment inaudibles. Une fois de plus la Palestine est passée à la trappe, car ce n'est pas le courageux président Hollande qui se serait permis de rappeler au criminel de guerre israélien que l'injonction faite aux Français juifs de partir s'installer en Israël a comme strict corollaire l'amplification de la colonisation de la Palestine, l'aggravation de la politique d'apartheid et de la condition des Palestiniens.

Il y a eu pourtant dans ce silence du mois de janvier sur la Palestine un signe remarquable : le refus d'un certain nombre de jeunes musulmans un peu partout en France de se soumettre à l'obligation politico-bureaucratique de la minute de silence à la mémoire des victimes. Leurs justifications semblaient certes se borner à une épidermique réaction religieuse, mais lorsqu'ils évoquaient une politique de « deux poids, deux mesures », n'est-ce pas aussi aux Palestiniens qu'ils pensaient ? Il est permis de le supposer, malgré l'absence de toute formulation claire. Immédiatement traités de terroristes en puissance et massivement stigmatisés, ils ont servi de repoussoir facile. Il paraît même que la police a interpellé une fillette de huit ans pour apologie du terrorisme. Mais c'était en France, en 2015... Charlie, Charlie ? Où est Charlie ? Charlie n'est pas en Palestine.

**Jean-Claude CAVIGNAC**



Dessin de Ali Dilem, caricaturiste algérien, qui a rejoint l'équipe de Charlie Hebdo.



## ÉLECTIONS EN ISRAËL L'ALLIANCE DES PARTIS ARABES

**P**OUR LA PREMIÈRE FOIS, les partis arabes, qui représentent la population palestinienne du pays (1,6 million de personnes, soit 20% de la population totale), ont réuni leurs forces lors des élections législatives israéliennes du 17 mars et constitué une liste unique. Le parti Hadash, le Balad, Ta'al et le Mouvement islamique sont parvenus à conclure une alliance historique, en partie nécessitée par de nouvelles règles institutionnelles éliminant du Parlement les listes dont les résultats sont inférieurs à 3,25 % des suffrages. Comme aucun des quatre partis n'était certain d'accéder seul à ce seuil, la présentation de la « Liste arabe unifiée » est apparue comme une réponse de bon sens, offrant même des perspectives encourageantes.

Jusque là, les partis arabes détenaient séparément une dizaine de sièges sur les 120 de la Knesset. La tentative d'exclure les Arabes de la scène politique israélienne, qui était un des objectifs de la nouvelle loi électorale, s'est retournée contre son instigateur, Avigdor Lieberman. La Liste arabe unifiée a obtenu 14 élus, en troisième position après le Likoud et le Camp sioniste, de quoi se faire entendre dans l'enceinte de la Knesset parce qu'elle pèsera avec plus de 10% des députés.

Tout en avertissant qu'il ne participerait pas à un éventuel gouvernement de centre-gauche, pour ne pas avoir à

cautionner sa politique en Cisjordanie, Ayman Odeh, le leader de la Liste arabe unifiée, a centré sa campagne sur la lutte pour les droits civiques et économiques des Arabes en Israël. Une campagne difficile entre les appels racistes du Likoud à la mobilisation contre le vote de la minorité arabe et le choix du boycott de la « Knesset sioniste » par une partie des forces politiques arabes.

La situation des Palestiniens d'Israël est toujours celle d'une minorité discriminée, sévèrement décrite par la députée Hanine Zoabi lors de sa venue à Bordeaux en juin dernier (voir *Palestine33* n° 117). Jusqu'à présent, l'éparpillement de leur représentation parlementaire, l'hostilité à laquelle ils se heurtent et la partialité des médias à leur égard leur a interdit de jouer un rôle actif dans la politique israélienne.

Il n'est pas certain que cela change. Car Benjamin Nétanyahou a réussi son pari en misant sur la peur, la séduction de l'électorat ultranationaliste et religieux, tout en faisant des promesses sociales peu compatibles avec sa politique ultra libérale. Il devrait donc effectuer un quatrième mandat à la tête du gouvernement, en formant une coalition avec les partis religieux et extrémistes.

Mais en déclarant, à la veille de l'élection, que « l'établissement d'un État palestinien et l'évacuation de la Cisjordanie offriraient une plate-forme à l'islam

### LES PARTIS DE LA LISTE ARABE UNIFIÉE

**Hadash.** Front démocratique pour la paix et l'égalité : alliance juive et arabe, communiste, se définissant comme parti non-sioniste et demandant le retrait total d'Israël des Territoires occupés après 1967 et l'évacuation de toutes les implantations, l'établissement d'un État palestinien et le droit au retour ou l'indemnisation des réfugiés palestiniens. Le député juif Dov Khenin fait partie des 5 élus Hadash de la Liste arabe unifiée.

**Balad.** Ligue démocratique nationale, lutte pour « transformer l'État d'Israël en démocratie pour tous ses citoyens, quelle que soit leur nationalité ou leur origine ethnique ». De ce fait, il conteste à l'État d'Israël la qualification d'État juif et prône la reconnaissance des Arabes israéliens comme minorité nationale disposant d'une autonomie dans les domaines de l'éducation, de la culture ou des médias. 4 élus, dont Hanine Zoabi, que nous avons reçue à Bordeaux le 13 juin 2014.

**Mouvement islamique.** Cherchant à promouvoir l'islam parmi les citoyens arabes d'Israël, il est actif sur trois fronts : religieux (éducation islamique, services religieux), social (services d'aide) et antisioniste (opposition à Israël et soutien au nationalisme palestinien). 3 élus.

**Ta'al.** Mouvement arabe pour le renouveau. Parti laïc, comportant surtout des intellectuels arabes et des étudiants, il exige une totale égalité sociale, économique et politique en Israël. Dirigé par Ahmed Tibi qui fut conseiller de Yasser Arafat et membre de la délégation qui négocia les Accords de Wye Plantation, en 1998. 2 élus.

radical pour attaquer Israël », reniant ainsi ouvertement les engagements pris, Nétanyaou oblige Barack Obama à « réévaluer » la position des États-Unis. En particulier au Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui pourrait permettre l'adoption d'une résolution sur une solution à deux États dans les frontières d'avant 1967. Et face à la poursuite de la colonisation, l'Union européenne devra également prendre position sur d'éventuelles sanctions économiques et acter la reconnaissance de l'État palestinien.

**Cécile RENAUT**

1. L'ex-ministre des Affaires étrangères, dont la liste Israel Beitenou a 6 élus, a déclaré pendant la campagne : « Ceux qui sont contre nous méritent de se faire décapiter à la hache ».

À l'occasion de la journée de la Terre, Palestine33 et l'UJFP sont de nouveau associées pour présenter à l'Utopia de Bordeaux, les 27 et 28 mars, un programme de trois films sur la Palestine. Vendredi 27 à 20h30 : *L'Olivier*, 1975, du groupe cinéma de Vincennes, Samedi 28 à 14h30 : *Ezzedine Kalak*, 1979, de Serge Le Péron, et à 17h : *Les Chebabs de Yarmouk*, 2012, de Axel Salvatori-Sinz. Les deux premières projections en présence de Serge Le Péron, la troisième en présence d'Axel Salvatori-Sinz.

## LA PALESTINE A UNE HISTOIRE

RÉALISÉ<sup>1</sup> vers le milieu des années 1970, *L'Olivier* nous raconte un moment de l'histoire qui peut paraître lointain, mais dont l'importance reste essentielle. Ce n'est pas le premier film à défendre la cause palestinienne mais, à la différence d'autres films, il n'est pas réservé à un usage strictement militant, ne vise pas à « prêcher des convertis », mais cherche plutôt à donner une image ouverte et positive, conduisant à une réfutation pertinente du discours sioniste de déni de la Palestine. N'oublions pas que le propos hallucinant de Golda Meir, alors Premier ministre d'Israël, « Il n'y a pas de réalité palestinienne, puisque les Palestiniens n'ont jamais existé », ou encore le trait sarcastique « Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre », sont exactement contemporains de l'accession de Yasser Arafat à la direction de l'OLP, en 1969.

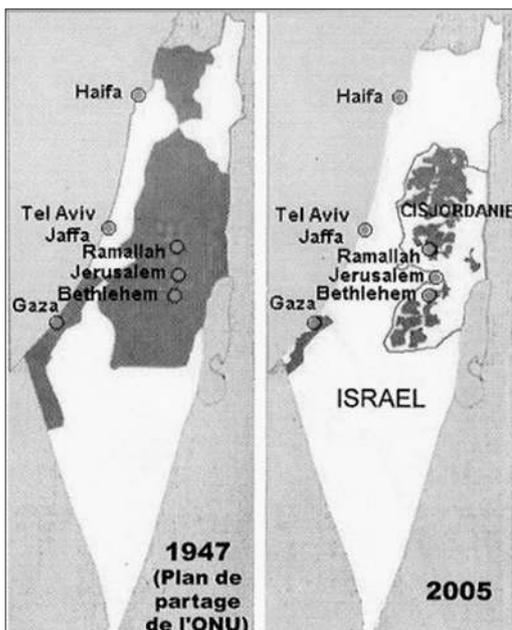
Au début des années 1970, les Palestiniens sont très souvent représentés comme des fedayin terroristes exprimant la rancœur et la soif de vengeance d'un

monde arabe défait, et non comme l'avant-garde militaire d'un peuple qui veut se manifester, s'émanciper et se libérer. *L'Olivier* montre bien ce moment où, malgré une conjoncture historique difficile, le peuple palestinien se réapproprie son passé proche et s'affirme comme un peuple qui, tout en ayant « toujours les yeux fixés sur sa terre », poursuit un projet politique inédit dans le monde arabe.

Ce qui frappe dans *L'Olivier*, c'est la cohérence du point de vue sur les Palestiniens. Ils sont dans le camp de l'anti-impérialisme et de l'anticolonialisme, dans le camp de ceux qui luttent radicalement pour la justice. C'est pourquoi, à côté de leur parole, le film accorde une importance particulière aux témoignages de Juifs israéliens ou européens, anciennes victimes du nazisme qui, comprenant profondément la souffrance d'un peuple coupé de ses racines, dénoncent avec force la politique sioniste. Alors, ce n'est peut-être pas un film d'aujourd'hui ; mais par la richesse des archives, l'authenticité des rencontres, la générosité des images si attentives aux visages et aux

regards, il répond simplement à la question posée par son sous-titre « Qui sont les Palestiniens ? » : un peuple qui aime sa terre et, après en avoir été sauvagement séparé, combat sans fin pour la retrouver. Les vérités que ce film, tourné il y a plus de quarante ans, met en évidence n'ont rien perdu de leur force : les Palestiniens sont toujours vivants et opposent une résistance obstinée à ce qui prétend les anéantir ; la Palestine a une histoire dont l'héritage se transmet inlassablement de génération en génération.

Le film *Ezzedine Kalak* est un très émouvant hommage au représentant de l'OLP à Paris entre 1974 et 1978. Ezzedine Kalak avait succédé à Mahmoud Hamchari, lâchement assassiné par le Mossad le 8 décembre 1972 en représailles de l'attentat anti-israélien de Munich. Il a été lui-même assassiné le 5 août 1978 par un commando Abou Nidal, ancien de l'OLP devenu mercenaire à la solde du régime irakien. Le film trace un portrait fraternel et pénétrant de cet homme qui, à l'âge de dix ans, s'était retrouvé réfugié



**Ici, notre terre,  
Ici, nos racines,  
Ici, notre vie, notre avenir,  
Et ici, notre Palestine !**

Le 30 mars 1976, des dizaines de Palestiniens, civils et paysans, ont été violemment réprimés par les forces de l'occupation alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre la décision du gouvernement travailliste de confisquer 25 000 dunums de leur terre en Galilée. Bilan de la journée : six morts, des centaines de blessés et autant d'arrestations. Depuis, pour rendre hommage à ces victimes, pour montrer leur attachement à leur terre et à leurs villages, les Palestiniens, ceux qui vivent dans les territoires de 1948, ceux des territoires de 1967 sans oublier ceux de l'exil, commémorent chaque année cette répression sanglante.

Le 30 mars, les Palestiniens réaffirment les liens qui les unissent. Journée de la Terre, journée de l'attachement à ses racines et à son histoire, cette histoire profondément marquée par la résistance et l'affrontement à l'occupant qui continue de lui voler ses champs et ses arbres.

[ism-france.org/analyses/Le-30-Mars-1976-la-Journee-de-la-Terre-en-Palestine-article-2595]

en Syrie avec sa famille ; il était, comme il aimait le dire, « marié à la Palestine », et c'est pour servir « le droit de son peuple à sa terre et à son État » qu'il était devenu diplomate. Il se voulait simplement un militant, mais il accomplissait sa mission à Paris et défendait la cause palestinienne avec tant d'énergie que l'on a pu dire de lui qu'il était « le Palestinien de la télé ».

*Les Chebabs de Yarmouk*, tourné entre 2010 et 2011, nous renvoie au quotidien un peu déprimé de quelques jeunes Palestiniens du vaste camp de réfugiés de Yarmouk à Damas. On ne retrouve plus, dans ce beau film mélancolique, prenant et parfois pathétique, l'élan révolutionnaire qui emportait la jeunesse palestinienne des décennies précédentes. On y voit la fin d'un certain espoir, peut-être aussi celle de tout héroïsme historique. Être un jeune Palestinien aujourd'hui, particulièrement en Syrie, ce n'est pas la joie, mais même si la perte des espérances historiques est douloureuse, il reste cette formidable obstination, qui appartient historiquement aux Palestiniens.

**Jean-Claude CAVIGNAC**

1. Réalisateur-scénaristes : Ali Akika, Guy Chapouillié, Danièle Dubroux, Serge Le Péron, Jean Narboni, Dominique Villain.



**« RIEN, NI LES SOUFFRANCES,  
NI LES PEINES, NI L'OPPRESSION,  
NI LES SACRIFICES,  
NI LES ASSASSINATS,  
NI LES ARRESTATIONS,  
RIEN NE PEUT  
NOUS FAIRE OUBLIER NOS DROITS  
ET NOUS SOUMETTRE. »**

**MARWAN BARGHOUTI,  
DÉPUTÉ,  
PRISONNIER EN ISRAËL  
DEPUIS LE 15 AVRIL 2002.**

## **LES ADHÉRENTS DE PALESTINE33 EN REMUE MÉNINGES**

**« Il faudra renouveler l'opération », tel fut le point commun d'analyse et d'appréciation de cet après-midi entre adhérents à la salle Malbec de Bordeaux.**

**S**AMEDI 31 JANVIER dernier, une vingtaine d'adhérents de Palestine 33 ont échangé sur la situation politique et sociale en Palestine, l'analyse des assassinats de janvier en France, les actions à élaborer pour les six mois à venir. Nos assemblées générales constituent bien évidemment le moment fort de débats et de décisions pour notre association, mais entre deux AG la vie ne s'arrête pas, les événements surviennent. Pour cela notre conseil d'administration avait convié les adhérents à une réunion de réflexion.

Sans revenir en détail sur les bombardements meurtriers de l'été dernier et la poursuite de la colonisation israélienne, nous ne pouvions évacuer le silence dramatique qui occulte la réalité des Palestiniens. Cette première partie de notre débat permit également de recentrer nos efforts sur la demande explicite et vitale de sanctions contre l'État israélien, seule piste crédible susceptible de ramener à la raison un gouvernement et des hommes fanatisés et dénués d'une once d'humanité.

Le mouvement de soutien au peuple palestinien ne doit donc pas se laisser hypnotiser par les suites de la tuerie de début janvier. Au contraire, nous devons être ceux qui en rappellent sans ambiguïté une des causes : le non règlement de la question palestinienne, donc l'impunité dont bénéficie Israël.

La deuxième partie de notre réunion fut consacrée à élaborer les actions à mener dans les mois qui arrivent :

- Tout d'abord une proposition de rencontre entre syndicats enseignants/parents d'élèves et le Comité girondin pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, afin de réagir au contenu du livret qui devrait servir à la Licra, lors de ses interventions dans les établissements scolaires, sur la question de l'antisémitisme sans aborder en rien la question palestinienne.
- La distribution massive sur Bordeaux d'un tract réaffirmant les solutions possibles de résolution de la question palestinienne.
- Une présence plus forte de notre association, en lien avec des associations locales, dans les quartiers, pour aborder la question palestinienne sans manichéisme, en liant lutte contre l'islamophobie, lutte contre l'antisémitisme, et lutte contre l'apartheid israélien.
- La poursuite de nos actions concrètes liées au BDS.

La laïcité, la citoyenneté, finalement des notions dont les Palestiniens sont privés aujourd'hui. À quel titre ? Pourquoi ?

**Patrick SERRES**

## MICHÈLE SIBONY, DE L'UJFP, ALERTE SUR « LA FASCISATION DE LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE »

**Le collectif Solidarité Al-Qarara de Saint-Pierre-d'Aurillac invitait, comme chaque année à cette époque,**

**une personnalité pour parler de la Palestine. Le 30 janvier, la parole était donnée à Michèle Sibony, co-présidente de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Environ 70 personnes étaient présentes.**

« **D**ÈS L'ENFANCE, j'étais assignée à être juive ». Michèle Sibony est née dans une famille juive marocaine traditionnelle et, comme l'ensemble de sa génération, celle de l'après-guerre, elle porte le poids de la Shoah. Israël est un modèle et elle y part tout naturellement faire ses études supérieures. À partir de là, et devant la réalité, un processus de déconstruction de la « mythologie israélienne » s'impose à elle : elle s'engage en faveur du peuple palestinien et, ces dernières années, rejoint l'UJFP. Comme bien d'autres juifs français, au moment de la deuxième intifada, elle n'a pu supporter « qu'on nous vole notre identité ».

Aujourd'hui forte de 400 membres, l'UJFP lutte pour l'existence d'une parole juive antisioniste et laïque ; elle récuse l'amalgame juif/ami de l'État d'Israël. C'est un courage qui se paye au prix fort. D'abord par l'ostracisme pratiqué par le Crif à son encontre, sur le mode « on n'adresse pas la parole à l'UJFP » ; ensuite par une ignorance des médias qui, globalement, préfèrent les discours formatés (cf. article en page 2 de notre bulletin précédent). Quelques fenêtres ont cependant pu être ouvertes lors des événements de Gaza l'été dernier ou dans les jours qui ont suivi les attentats de janvier 2015 à Paris.

Pour Michèle Sibony, en 2014, la situation en Israël n'a fait qu'empirer. Elle cite pour mémoire le transfert de 7 000 Bédouins, exécuté dans l'indifférence quasi générale... et, bien sûr, le scandale de la guerre de Gaza ; puis le fait que

seule une infime partie de l'aide annoncée a été réalisée, en grande partie du fait du maintien du blocus par les autorités israéliennes.

Mais elle insiste sur un aspect moins connu de la politique intérieure israélienne : la fascisation de la société. Ce sont ainsi les appels au meurtre des Arabes de Cisjordanie lancés par des responsables politiques et repris par les médias ; ce sont les violences incroyables subies par les parlementaires palestiniens : insultés en permanence, molestés par leurs pairs, sortis de force du Parlement. Et, depuis plusieurs mois, les ratonnades anti arabes à Jérusalem-Est ou à Tel Aviv, les agressions de l'extrême droite lors des manifestations du camp de la paix. Les directives du ministre de l'Intérieur ont changé publiquement : les policiers ont désormais le droit de tirer dès qu'ils se sentent menacés. Et, dans cette logique, l'usage des armes par l'armée israélienne a considérablement augmenté. Le nombre de Palestiniens blessés ou tués aussi.

### LES MINEURS PREMIÈRES CIBLES.

Michèle Sibony s'attarde sur l'acharnement à l'égard des jeunes mineurs palestiniens en Cisjordanie, voire les très jeunes enfants (5 à 10 ans), que ce soit dans la rue ou dans le cadre d'arrestations arbitraires. Sur ce thème, elle fait un parallèle avec la France : Israël n'est-il pas une sorte de laboratoire pour le traitement de la jeunesse pauvre ? Privée d'expression politique, celle-ci n'existe plus que dans sa dimension de classe dangereuse. Cette réflexion a d'ailleurs été approfondie le lendemain, lors de la rencontre de Palestine 33 avec ses adhérents.

Bien sûr, Michèle Sibony a évoqué les prochaines élections au Par-

lement israélien. La question de la paix est totalement absente des débats et elle estime probable que s'opère une radicalisation à l'extrême droite. Cependant, l'opposition palestinienne, jusqu'à présent divisée en quatre groupes, a constitué un bloc unitaire. Mais faut-il même voter ? C'est la question que se posent aujourd'hui beaucoup d'électeurs arabes face à la dégradation de leur statut de citoyen en Israël.

En ce qui concerne la Cour pénale internationale (CPI) et les possibilités pour la Palestine de s'y faire entendre, Michèle Sibony rappelle que ni les USA ni Israël ne sont signataires de la CPI. Par ailleurs, la mise en accusation de tel ou tel dirigeant n'y est que le fruit de rapports de force entre États. Il ne faut donc pas, selon elle, en attendre grand-chose et, quoiqu'il en soit, pas avant des années. En revanche, elle considère que la campagne BDS est vraiment un outil majeur de contestation de la politique de l'État d'Israël. C'est là, recommande-t-elle, qu'il faut continuer à faire porter l'effort.

Alice MONIER





**« TÉVA, J'EN VEUX TOUJOURS PAS !**



**L**A CAMPAGNE BDS, lancée il y a dix ans, a considérablement progressé. La persistance de la politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique de l'État d'Israël, et les derniers massacres à Gaza ont soulevé d'importantes mobilisations dans le monde entier. De plus en plus de gens comprennent que la solidarité avec le peuple palestinien nécessite de mettre fin à l'impunité d'Israël et que le mouvement BDS, à l'image du boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, est le plus important moyen pour acculer les États à prendre des sanctions efficaces contre Israël.

L'appel au boycott de la firme pharmaceutique israélienne Téva (voir le dernier bulletin, page 7) sera un temps fort de la campagne française en avril.

**QUESTION/RÉPONSE.** Puis-je demander à mon pharmacien d'autres médicaments génériques que ceux de Téva ? Oui. Ils sont aussi fabriqués par d'autres laboratoires. Demandez à votre pharmacien de vous commander un générique d'un autre laboratoire ou, mieux, de changer de fournisseur de génériques.

Téva se cache aussi derrière certains laboratoires qu'elle détient tels Taiyo, Barr, Pliva, Ivax, Ratiopharm. Ou encore Cephalon qui fabrique le célèbre et très lucratif Spasfon. En outre, Téva possède des médicaments qui ont conservé le nom de leur ancien laboratoire.

[bdsfrance.org]

## JUSQU'À QUAND ?

**A**PRÈS LE REFUS par le tribunal de l'application des peines, le 5 novembre 2014, de sa dernière demande de libération, la chambre pénale de l'application des peines de la cour d'appel de Paris a rejeté le 26 février l'appel formé par Georges Ibrahim Abdallah. Demande « irrecevable », au motif qu'il n'a pas fait préalablement l'objet d'un arrêté d'expulsion. Rejetée également sa demande d'effectuer une année probatoire, préalable à une libération, dans un établissement pénitentiaire plutôt qu'en régime de semi-liberté ou sous surveillance électronique, sous prétexte qu'il n'a pas présenté de « projet » à l'appui de celle-ci. Circonstance aggravante, il « ne regrette pas les actes pour lesquels il a été condamné ».

Georges Abdallah a immédiatement formé un pourvoi en cassation.

Ce simulacre de justice confirme une fois de plus le régime d'exception appliqué à son encontre depuis 30 ans. Mais la décision de la cour d'appel se révèle aujourd'hui – comme l'a expliqué son avocat, Jean-Louis Chalanset – « très régressive », puisqu'à deux reprises, en 2003 et en 2012, la justice avait décidé en première instance la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

L'« atteinte à la séparation des pouvoirs » dénoncée par son avocat est maintenant flagrante et confirme que le maintien en prison de Georges Abdallah

est une décision politique de l'État français. De nouveau cet esprit de vengeance continue traduit sa complicité avec l'État sioniste et avec les États-Unis.

Georges Abdallah reste un militant communiste, anti-impérialiste et anti-sioniste, un résistant qui n'a ni regrets ni remords à exprimer pour le combat qu'il a toujours mené et continuera de mener pour la justice et la liberté, aux côtés des peuples opprimés, particulièrement le peuple palestinien. Nous resterons mobilisés pour lui exprimer notre solidarité jusqu'à sa libération et son retour au Liban.

Le collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA) a appelé, jeudi 26 février, à un rassemblement qui a réuni environ 70 personnes, avec prises de parole, place Pey-Berland à Bordeaux. Des interventions ont également eu lieu lors de plusieurs conférences et débats. Une table d'information sera dressée une fois par mois devant le cinéma Utopia, avec banderole, panneaux et tracts. La première a été tenue le mardi 3 mars ; rendez-vous est pris pour le mardi 7 avril à 18 heures.

[liberonsgeorges.over-blog.com/2015/02/jusqu-a-quand.html]

## PALESTINE 33 PRÉPARE LE PROCHAIN CONGRÈS DE L'AFPS

Les 30 et 31 mai prochains aura lieu le congrès de l'AFPS dont nous sommes un des groupes locaux, actuellement au nombre d'une centaine répartis sur l'ensemble du territoire. Le congrès, instance décisionnelle de l'association, a lieu tous les deux ans et fixe les grandes orientations politiques et d'actions du mouvement.

Après validation par le conseil national des 14 et 15 mars, trois rapports (activités, orientation et financier) seront transmis aux GL afin que chacun(e) puisse les analyser et en débattre. Deux réunions d'adhérents de Palestine33 ont été fixées les jeudis 2 et 16 avril à 18 h 30. Échange, réflexions, débat puis, si nécessaire, propositions d'amendements constitueront la matière de ces réunions. Huit délégués au congrès seront élus.

La vitalité d'une association dépend essentiellement de l'apport de chacun(e). Nous vous invitons donc toutes et tous à lire ces textes, participer à ces réunions, à envoyer par mail vos idées et réflexions si vous ne pouvez être présent(e)s, afin d'enrichir le débat tant local que national. **P.S.**



# AGENDA *Palestine*

**14 & 15 MARS**

**CONSEIL NATIONAL DE L'AFPS**  
avec la participation des deux  
membres élus de Palestine 33

**MARDI 17 MARS - 17h30 - 19h**  
**AGIR POUR UNE CULTURE DE PAIX**

Bahira Sharr Ablassi et Nitsan Ghetta, étudiantes, l'une arabe, l'autre juive, accueillies en Gironde du 16 au 21 mars, témoignent de leur travail de volontaires de l'association SADAKA REUT (amitié, en arabe et en hébreu).

**CCFD-Terre solidaire**

Avec le RADSI, Palestine33 et l'UJFP

Batiment A11 - UFR Chimie

351 cours de la Libération,

**TALENCE** (tram B - Peixoto)

[reutsadaka.org] (en anglais, hébreu, arabe)

[ccfd33.blogspot.com]

Réseau aquitain pour le développement et la solidarité internationale [radsil.org]

**JOURNÉE DE LA TERRE**

**PROJECTIONS-DÉBATS**

**AVEC PALESTINE33, L'UJFP**  
**& RADIO LA CLÉ DES ONDES**

(voir article dans ce bulletin)

> **VENDREDI 27 MARS à 20h30**

*L'Olivier*, 1975, du groupe cinéma de Vincennes, en présence de Serge Le Péron, un des réalisateurs  
**Cinéma Utopia, BORDEAUX**

> **SAMEDI 28 MARS**

à **14h30** - *Ezzedine Kalak*, 1979,

avec le réalisateur, Serge Le Péron  
à **20h30** - *Les Chebabs de Yarmouk*, 2012, en présence du réalisateur, Axel Salvatori-Sinz  
**Cinéma Utopia, BORDEAUX**

> **LUNDI 30 MARS à 20h30**

*Les Chebabs de Yarmouk*, en présence du réalisateur et de Samer, un des Chebabs, débat avec Palestine33

**Cinéma Lux, CADILLAC**

**LES JEUDIS 2 & 16 AVRIL**

Réunions des adhérents de Palestine33 pour préparer le congrès de l'AFPS (30-31 mai)

NOTE de lecture  
*Palestine*  
de lecture

## LAROUSSE : RETOUR VERS LE FUTUR ?

« Cher Larousse,

Je tiens à te féliciter pour ta capacité à dire le vrai des mots en peu de mots.

Depuis 1948, l'État d'Israël pratique une politique du fait accompli avec constance et détermination, mangeant le territoire de la Palestine historique mètre carré par mètre carré, puits par puits. Face à lui, le peuple palestinien résiste avec ses forces devant cet État qui ne respecte ni le droit international, ni les résolutions de l'ONU, ni les accords qu'il signe. S'il ne résistait pas depuis 1948 et même avant, on en parlerait aujourd'hui comme des Indiens d'Amérique.

Alors, certes, devant ce déni de justice, devant l'exaspération de la société civile mondiale contre l'impunité accordée à cet État, devant le développement de la campagne de Boycott, Désinvestissement Sanctions par laquelle les peuples répondent à l'appel de la société civile palestinienne, le peuple palestinien a remporté ces derniers temps quelques succès diplomatiques notables : condamnation du mur d'apartheid par la Cour internationale de Justice, admission à l'Unesco, admission comme État observateur à l'ONU, reconnaissance par les deux tiers des États membres.

Mais, cher Larousse, tu ne t'en laisses pas conter. Quand il faut définir la Palestine en trois lignes dans un dictionnaire de poche, tu sais aller à l'essentiel :

« **Palestine**, région de l'Asie occidentale, la *Terre promise* des Hébreux, divisée en 1947 en un État juif (Israël) et une zone arabe. »

Bien sûr, tu es conscient du raccourci que tu fais. La Palestine n'a pas été divisée en 1947, c'est la date à laquelle l'ONU croit devoir proposer un plan de partage entre un État juif et un État arabe.

L'État d'Israël que les sionistes proclament unilatéralement en mai 1948 promet d'accorder à tous les habitants, et pas

seulement aux Juifs, les mêmes droits. Et c'est un État palestinien dont la perspective est avancée par les Accords d'Oslo, pas une zone.

Mais foins d'idéalisme. L'Histoire est écrite par les vainqueurs, et pour ne pas être dépassé tu prends les devants : oui, aujourd'hui un État juif domine toute la Palestine historique, annexant entièrement Jérusalem, assurant un sévère blocus à Gaza et poursuivant une occupation arbitraire de la Cisjordanie, tout en discriminant sur le territoire qu'elle administre directement les Palestiniens qui y vivent, non sans rêver de les transférer ailleurs. Plutôt qu'une zone arabe, si tu avais voulu être plus précis, tu aurais dû écrire quelques bantoustans palestiniens.

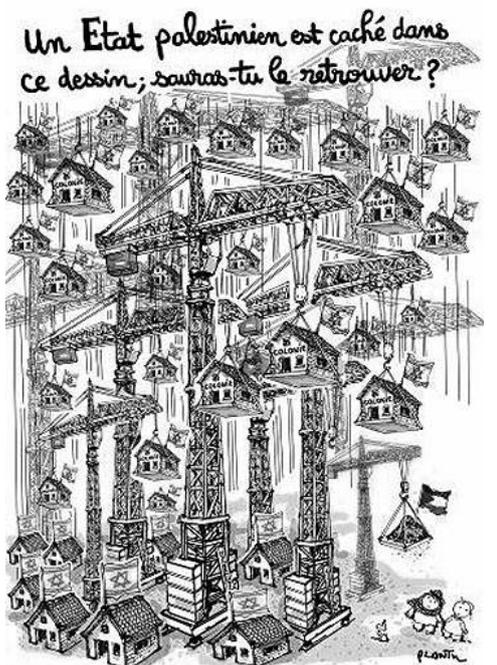
Mais oui, en faisant retour sur 1947 et en écrivant ce que tu écris, tu fais retour vers le futur proche tel qu'Israël entend l'écrire, et en niant l'existence du peuple palestinien tu apportes ta pierre à cette entreprise coloniale.

Je te prie d'agréer, cher Larousse, l'expression de mon plus profond mépris.

Je te prie de croire que tu renforces ma détermination, et la détermination de tous ceux à qui j'ai fait lire cette lumineuse définition, de te faire mentir le plus vite possible, en contribuant (modestement) au combat du peuple palestinien pour conquérir la plénitude de ses droits nationaux. »

**André ROSEVÈGUE**

5 décembre 2015



Groupe local AFPS فلسطين  
**Palestine33**

> **Abonnement** (un an) au journal, 15 €

> **Adhésion** (selon revenus) à partir de 10 €.

Cette cotisation permet de recevoir notre journal (six numéros par an), le bulletin de l'AFPS (quatre numéros par an) et la web-lettre hebdo de l'AFPS.

> **Les dons**, qui servent à financer les actions de solidarité en Palestine, sont déductibles des impôts (un reçu fiscal sera envoyé).

**Pour nous joindre**, hormis nos manifestations publiques, écrire à Palestine33, 27 rue de Belgique, 33800, Bordeaux ou palestine33@laposte.net

**Plus d'informations** : [palestine33.free.fr] et AFPS [france-palestine.org]